



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat Général

Le préfet de la Haute-Savoie

Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

Arrêté n° PREF/DRCL/BAFU/2024-0019 du 15 mars 2024

Portant institution d'une servitude au titre du code du tourisme pour le domaine skiable du Grand-Bornand, dans le cadre du remplacement du télésiège « La Taverne » 2 places par un télésiège 4 places.

VU le code du tourisme et notamment ses articles L.342-20 et suivants ;

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le code de l'environnement ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Yves LE BRETON en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune du Grand-Bornand en date du 26 octobre 2023 sollicitant, dans le cadre du remplacement du télésiège « La Taverne » 2 places par un télésiège 4 places, sur la commune du Grand-Bornand :

- l'institution d'une servitude au titre de l'article L. 342-20 du code du tourisme,
- la délivrance d'une autorisation de défrichement ;

VU l'arrêté préfectoral n° PREF/DRCL/BAFU/2023-0062 du 8 novembre 2023 portant ouverture d'enquête publique unique sur le projet susvisé ;

VU le plan parcellaire des terrains nécessaires à l'établissement des servitudes ;

VU la liste des propriétaires tels qu'ils sont connus d'après les documents cadastraux et les renseignements recueillis par la commune ;

VU les pièces constatant que les formalités d'insertion, de publication et de notifications individuelles ont été régulièrement accomplies ;

VU l'avis favorable émis par le commissaire-enquêteur en date du 16 février 2024 ;



VU la délibération du conseil municipal de la commune du Grand-Bornand en date du 4 mars 2024 valant déclaration de projet ;

Considérant que la servitude permettra de perpétuer les autorisations de passage consenties aujourd'hui par les propriétaires, de lier ces autorisations aux parcelles supportant ce passage, et non aux propriétaires, de rendre la servitude opposable aux tiers et enfin de régulariser le passage et l'aménagement des pistes, remontées et équipements existants sur des parcelles appartenant à des propriétaires privés et n'ayant pas fait l'objet d'un accord amiable avec la commune ;

Considérant que la totalité de la servitude se trouve sur des pistes, remontées et équipements existants ;

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

ARTICLE 1er : Sont frappées de servitude les parcelles de terrains situées sur la commune du Grand-Bornand, délimitées conformément aux plans et états parcellaires annexés au présent arrêté, et nécessaires à l'aménagement du domaine skiable de la commune. Les emprises de cette servitude sont définies telles que décrites dans l'extrait du dossier de servitude, joint en annexe du présent arrêté.

La servitude est délivrée au profit de la commune du Grand-Bornand.

ARTICLE 2 : La présente décision permet la pénétration sur les terrains spécialement désignés à l'enquête ainsi que l'autorisation de réaliser les travaux sous réserve de l'obtention des autorisations afférentes.

ARTICLE 3 : L'utilisation de la servitude.

La servitude demandée permettra pendant la période d'enneigement le droit de passage des pratiquants de sport d'hiver.

Elle permet également tout au long de l'année :

- les travaux d'implantation du nouveau télésiège fixe 4 places,
- l'implantation des supports de ligne dont l'emprise au sol est inférieure à 4 m²,
- l'abattage des arbres situés dans l'emprise définie au présent dossier, mettant en péril la sécurité des skieurs et de l'équipement,
- le survol des terrains où sera implanté le télésiège,
- le nettoyage et l'entretien si nécessaire par débroussaillage des terrains déboisés,
- l'accès nécessaire à l'aménagement, l'entretien et la protection de la remontée mécanique,
- le passage d'éventuels réseaux nécessaires à l'équipement ou à un drainage local.

ARTICLE 4 : Les caractéristiques de la servitude.

La servitude présente les caractéristiques suivantes :

A - Durant la période d'enneigement telle que fixée chaque année par arrêté municipal en fonction des conditions climatiques, ladite période devant nécessairement être comprise entre le 15 novembre et le 15 mai :

- interdiction absolue pour tout propriétaire ou locataire, de modifier les lieux, de planter, de construire ou d'y placer même temporairement de quelconques obstacles de nature à gêner le passage des skieurs, des engins destinés à l'aménagement et l'entretien des pistes, ainsi que le fonctionnement, l'utilisation ou l'entretien des ouvrages s'y rattachant ou à porter atteinte à la sécurité des personnes.
- obligation pour tout propriétaire de parcelles en limite de l'assiette de la servitude, de veiller à ce que leurs éventuelles plantations ou installations ne dépassent pas sur l'emprise,

- obligation de laisser le libre accès et d'accepter le passage de toute personne ou engin nécessaire à l'aménagement, la surveillance, l'exploitation et l'entretien des pistes et installations s'y rattachant, et à la sécurité des personnes et des biens,
- obligation de laisser aux pratiquants de sports d'hiver le droit de passage pendant la période d'enneigement permettant la pratique des sports d'hiver.

B - En dehors de la période d'enneigement, les obligations des propriétaires sont identiques à celles de la période d'enneigement.

Toutefois, en dehors de la période d'enneigement, il est possible aux propriétaires ou locataires, pour les nécessités de la pâture, de clore leurs parcelles, à condition de prévoir, pour toute la durée annuelle de la mise en place de cette clôture, une partie mobile permettant le passage des personnes et des engins sur une largeur minimale de 5 mètres.

ARTICLE 5 : Obligations pour la commune

Il est fait obligation à la commune du Grand-Bornand, bénéficiaire de la servitude :

- de remettre en état les terrains non boisés, lorsque des aménagements ont été effectués,
- de nettoyer et d'entretenir si nécessaire par débroussaillage les terrains déboisés,
- de n'effectuer les travaux d'entretien, de maintenance nécessitant le passage sur les terrains de pâture privés grevés de servitude, que sous réserve de ne pas entraver l'usage agricole des terrains notamment en période de fenaison ou de récolte,
- le propriétaire de la servitude est subrogé au propriétaire du fonds dans l'accomplissement de toutes formalités nécessaires à l'aménagement des pistes et équipements auxquels celui-ci pourrait être tenu en application d'une autre législation.

Lorsque les travaux envisagés conduisent à l'occupation par des engins de chantier ou du matériel d'une partie du pâturage, ou s'ils ont pour conséquence qu'une partie des herbages sera trop dégradée pour être pâturée (ou fauchée), et en particulier :

- si les parcelles en question sont déclarées à la PAC,
- et/ou si elles font l'objet de contractualisations pluri-annuelles au titre des MAEC – mesures agro-environnementales et climatiques, la commune s'engage à pallier toute difficulté économique ou organisationnelle afférente pour l'exploitant.

Information préalable et préparation des chantiers

Avant toute intervention prévue sur les ouvrages, la commune du Grand Bornand ou son délégataire informera les exploitants concernés selon les dispositions suivantes :

- pour les gros travaux d'implantation ou de réfection de la ligne (implantation des pylônes, mise en place/ remplacement des câbles, etc.) planifiables, une information est réalisée aux exploitants dès que possible, et en tout état de cause avant le 1er avril.
- pour les travaux d'entretien courant, un préavis de 2 semaines est proposé, autant que possible (sauf en cas d'interventions urgentes par exemple).

Un calendrier commun et des modalités d'interventions seront définis entre la commune, les exploitants et les propriétaires des parcelles, afin que les interventions puissent se réaliser aux périodes les moins impactantes pour les exploitants, ou à défaut que ceux-ci puissent s'organiser en amont des interventions nécessaires, et pour permettre aux différentes parties de prendre connaissance des contraintes de chacun.

En phase travaux :

La commune du Grand Bornand ou son délégataire chercheront à minimiser l'impact des travaux sur l'activité agricole. A cette fin, et y compris lors de l'entretien courant, les zones de travaux seront précisément délimitées et réduites au strict nécessaire.

Il sera possible, en dehors de la période d'enneigement, aux propriétaires ou locataires pour les nécessités de la pâture, de clore leurs parcelles avec une clôture mobile.

Tout imprévu durant les travaux, susceptible d'impacter les exploitants, devra leur être signalé.

Remise en état après travaux

Les travaux devront autant que faire se peut être concentrés sur une année, afin que la fertilité optimale des sols soit retrouvée le plus rapidement.

La commune du Grand-Bornand, ou son délégataire, s'engage à :

- nettoyer la zone de travaux après chaque intervention afin d'enlever tout élément susceptible d'entraîner des conséquences préjudiciables sur les animaux ou le matériel agricole,
- nettoyer et entretenir si nécessaire par débroussaillage les terrains déboisés.

En cas de destruction même partielle du couvert herbager, du fait des engins ou du matériel ayant stationné sur le pâturage, ou des remblais ayant été déposés, la commune doit assurer une remise en herbe appropriée.

Pour cela, elle s'assurera que soient semés des mélanges de semences appropriées, à la qualité fourragère adéquate pour l'usage agricole qui en sera fait. A cet effet, elle pourra prendre l'attache de la société d'économie alpestre ou de la chambre d'agriculture Savoie-Mont-Blanc. Selon les cas de figure et la disponibilité de la ressource, la mise en place de foin vert récolté à proximité, complété le cas échéant d'un choix de semences labellisées de type « Végétal Local » ou équivalent pourra par ailleurs permettre de se rapprocher au mieux de l'état initial du pâturage ou du pré de fauche.

Un apport d'amendement par dispersion de fumier ou compost pourra également être prévu pour faciliter la reprise.

Cette remise en état devra être suivie au printemps suivant et dans les 2 années suivantes, afin de s'assurer que la reprise de la végétation aura été correcte et permettra de nouveau un usage agricole par les exploitants.

ARTICLE 6 : Le maire du Grand-Bornand devra procéder à l'affichage du présent arrêté pendant une durée minimum d'un mois dans la commune aux lieux et selon les usages habituels.

ARTICLE 7 : Les demandes d'indemnités pour préjudices matériels, directs et certains, devront être adressées à M. le maire du Grnad-Bornand, dans le délai d'un an suivant la constatation du dommage.

ARTICLE 8 : Une copie du présent arrêté, accompagnée d'un extrait du plan et de l'état parcellaire, sera notifiée aux intéressés par les soins de la commune du Grand-Bornand ou son mandataire.

ARTICLE 9 : Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le tribunal administratif de Grenoble, dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture. Le tribunal administratif peut désormais également être saisi par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.

Dans le même délai, un recours gracieux est également possible auprès du préfet signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de ces deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

ARTICLE 10 :- M. le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie,

- M. le maire du Grand-Bornand,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée pour information à :

- M. le directeur départemental des territoires,
- M. le directeur départemental des finances publiques,
- M. le directeur de Teractem.

Pour le préfet,
Le secrétaire général,

David Anthony DELAVOËT